



37 fédérations et associations nationales
de lutte contre la pauvreté et l'exclusion autour de l'Uniopss,
29 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.

Paris, le 16 février 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

ALERTE demande un plan de relance SOCIALE

A la veille du sommet social entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, le collectif ALERTE, qui regroupe 37 associations nationales de lutte contre la pauvreté, interpelle les négociateurs : « décidez un plan de relance sociale ».

La crise, d'abord financière, puis économique, est devenue sociale. Chômage, pauvreté, exclusion sont repartis à la hausse. Les signaux captés par les associations de solidarité sont nets, **la crise fragilise encore plus les plus vulnérables**^[1]. Dans ce contexte, un fort débat s'est tenu pour savoir s'il convenait, dans une telle conjoncture, d'opérer une relance par l'investissement ou/et par la consommation.

Les risques économiques d'une relance générale par la consommation sont infiniment moindres, voire inexistantes, si une partie de l'effort de la puissance publique se concentre en direction des plus faibles. Ainsi, il est temps :

- d'accélérer la revalorisation des minima sociaux et notamment du montant forfaitaire du RSA et de l'Allocation spéciale de solidarité (ASS),
- de ne pas réduire mais d'augmenter les durées d'indemnisation des demandeurs d'emploi,
- de favoriser l'accès des demandeurs d'emploi aux dispositifs de formation,
- d'investir fortement dans l'accompagnement social et professionnel,
- de donner les moyens aux associations de solidarité d'accueillir des personnes en « contrats aidés »,
- de porter le plafond de ressources de la CMUC à la hauteur du seuil de pauvreté,
- de rendre possible la production massive de logements très sociaux (financés par PLAI^[2])

Les plus pauvres et les plus exclus ne doivent pas être les oubliés des négociations entre pouvoirs publics et partenaires sociaux. Il est aujourd'hui nécessaire d'agir pour que ne soient pas abandonnés tant ceux qui vivent depuis longtemps dans la précarité que les victimes à venir de la crise. La solidarité ne se divise pas, elle ne choisit pas entre ceux qui valent la peine d'être aidés et les autres. La solidarité en temps de crise nécessite un « plan de relance sociale ».

Contact presse :

Nicolas Derobert – 01 48 74 53 84 – communication@fep.asso.fr

Anne Degroux – 01 53 36 35 06 – adegroux@uniopss.asso.fr

[1] Cf. conférence de presse ALERTE du 28 novembre 2008 sur le site d'ALERTE www.alerte-exclusions.fr

[2] PLAI : prêts locatifs aidés d'insertion

Liste des associations membres du collectif ALERTE national :

Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP)
Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA)
Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE)
Amicale du Nid
Cimade
Clara
Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs (CCSC)

[1] Cf. conférence de presse ALERTE du 28 novembre 2008 sur le site d'ALERTE

[2] PLAI : prêts locatifs aidés d'insertion

Droits d'Urgence
Emmaüs France
Familles Rurales Fédération Nationale
COORACE
Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL)
Fédération Entraide Protestante
Fédération Française des Banques Alimentaires (FFBA)
Fédération Française des Equipes Saint-Vincent
Fédération Habitat et Humanisme
Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS)
Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les tsiganes et Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage)
Fédération des Pact
Fédération Vacances et Familles
Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés
Fondation Armée du Salut
Fonds Social Juif Unifié (FSJU)
France Terre d'Asile
Les petits frères des Pauvres
Les Restaurants du Cœur
Ligue des droits de l'Homme
Médecins du Monde
Mouvement ATD Quart Monde
Secours Catholique
Société de Saint-Vincent-de-Paul
Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC)
Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ)
Union des professionnels de l'hébergement social (UNAF0)
Union nationale ADMR
Union nationale des associations familiales (UNAF)
Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)